

tique gouvernementale dans tout le pays? Voici un ministre qui condamne son propre gouvernement dont les membres se tiennent cois. Ils se taisent quand des lois adoptées par la Chambre leur donnent les moyens de protéger les pêcheurs. Ils ne répondent pas. Leur propre premier ministre n'a pas aussitôt tourné le dos qu'ils le contredisent.

Il y a ensuite le secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui se préoccupe de la reconnaissance de la Chine communiste. C'est épatant. La Chine communiste doit être reconnue. Pourquoi? Le secrétaire d'État prétend que nous pouvons exercer une influence en tentant de rétablir la paix dans le monde. Permettez-moi de vous signaler qu'il y a d'autres pays qui ont une bien plus grande influence que le Canada et qui ont reconnu la Chine communiste, mais ils n'ont eu aucun succès et ils n'influencent nullement la Chine. Ce ne sont que des fadaïses, pour utiliser l'expression du ministre des Pêcheries. Ce ne sont que des bêtises. Vingt millions de Canadiens ne peuvent influencer 700 ou 800 millions de Chinois. Allons donc. Ils prendront leurs propres décisions et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures gaspille son temps et l'argent des contribuables canadiens en tentant d'obtenir cette reconnaissance. Cela me fait penser à une réflexion d'un vieux philosophe, sur la Chine rouge. Il disait—et cela mérite un sérieux examen—que la «Red China», ferait bien à son avis sur une nappe blanche. Lorsqu'on lui a demandé si le Canada continuerait de boycotter la Rhodésie, le même secrétaire d'État aux Affaires extérieures n'a pas trouvé une meilleure réponse en ce qui concerne le problème ethnique. Il a dit que le gouvernement maintiendrait son blocus contre la Rhodésie plutôt que de reconnaître son gouvernement afin d'arriver à une solution plus satisfaisante. Il ne peut résoudre le problème qui se pose dans ce pays et pourtant il veut s'occuper de 800 millions de Chinois.

● (8.20 p.m.)

Quant au premier ministre, dans ses randonnées au pays il s'amuse aux dépens du ministre des Communications (M. Kierans). Il s'imagine que c'est faire preuve d'esprit sportif que de tourner le service postal du pays en dérision. Sans doute peut-on s'amuser avec raison aux dépens du ministre des Communications, car les services postaux sont paralysés. Mais que fait le ministre des Communications...

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais son temps de parole est écoulé.

M. Steven Otto (York-Est): Monsieur l'Orateur, au début du débat actuel, le chef de l'opposition (M. Stanfield) nous a cité un passage précis de Machiavel. Mais s'il avait lu l'ouvrage plus attentivement, il y aurait trouvé qu'un prince digne de ce nom, dont les plans se sont heurtés à des obstacles, consulte des gens de bon conseil et se conduit de façon à se faire aimer et honorer par tout son peuple.

Personne à la Chambre n'osera m'accuser d'avoir jamais courbé servilement l'échine devant un édit du gouvernement ou du premier ministre ou de qui que ce soit. J'ai toujours dit ce que je croyais être juste. Je ne désavoue aucune des déclarations que j'ai faites il y a 18 mois. Nos honorables vis-à-vis ne savent pas en quoi consiste le grand privilège de la Chambre, qu'ils protègent avec tant de tendresse et voudraient revoir sous son ancien jour. On pourrait s'imaginer qu'avant le gouvernement actuel, la Chambre était un organisme des plus puissants. Pas du tout. C'était un club. Un club de luxe, un club chic, mais un club. Les comités n'avaient aucune signification et la Chambre non plus. Chacun parlait, mais il n'y avait pas de dialogue. C'était triste.

S'il s'agissait d'examiner les prévisions budgétaires, par exemple, une fois que nous en étions saisis, nous pouvions discuter de n'importe quel sujet. Un honorable représentant de Fort William, qui n'est plus avec nous maintenant, proposait régulièrement que les crédits soient réduits de 700, 800 ou 100 millions de dollars à un dollar. C'était poser la question de confiance. On s'attendait à ce que nous examinions les crédits, mais il n'en était rien. Je ne nie pas que lorsque le gouvernement actuel a pris le pouvoir—et le premier ministre (M. Trudeau) ne le nie pas non plus—la prise de décisions en matière de politiques était nulle. C'était un fait reconnu que la politique ministérielle, généralement parlant, était dictée par l'édite, administrative, financière ou économique. C'est le premier ministre qui a décidé de modifier la direction du Parlement actuel.

Une voix: Afin de pouvoir faire à sa guise.

M. Otto: Non. Il était déterminé à ce qu'à la Chambre ou au comité on participe davantage à l'élaboration des politiques. L'introduction des bureaux régionaux était une idée. Les choses n'ont pas tourné comme on s'y attendait mais, d'autre part, j'estime que c'était une excellente idée et que les bureaux régionaux aident maintenant les députés, même s'ils ne remplacent pas la Chambre des communes ou les députés qui y siègent.